

Where there's a will, there's a way: a letter from the President of the CMA

One year ago, at the CMA annual meeting of General Council in Quebec City, Roy Romanow threw down the gauntlet by observing that the medical profession tends to “shoot itself in the foot” by not speaking with one voice when presenting solutions to the challenges facing the health care system.

In the year that has passed, CMA Past-President Peter Barrett and Arun Garg, Chair of the Council on Health Policy and Economics, led an extraordinary effort to harmonize the voices of the CMA, its provincial/territorial divisions and affiliated societies, and brought forward an unprecedented consensus on the 30 recommendations that form the CMA's *A Prescription for Sustainability*. Our document serves notice that governments must now take action together to ensure the future of publicly funded health care in Canada.

That effort must begin with a clear challenge from Romanow, who was chosen by Prime Minister Jean Chrétien as the latest knight to try to slay the health care dragon in part because of his extensive experience in federal-provincial government relations. Any discussion on sustaining medicare in Canada must start there.

The CMA did not shirk from this reality when it proposed its 3 pillars of sustainability: a Canadian Health Charter, a Canadian Health Commission to back it up and legislative reforms to modernize the Canada Health Act. Now the governments of Canada cannot back away from their duty to make a clear commitment to health care and clarify what Canadians can expect from their health care system. There must be a renewed, transparent social contract between governments and taxpayers to determine health goals and ensure money flows to meet them.

Romanow will release his report in November. Speeches will be made and the media will clamour, but the real

question will be whether or not political will exists to reframe the social contract between governments and the taxpayers they are elected to represent.

The medical profession's contract with our patients is clear: to do our utmost to protect the health of our patients. During my presidency, the CMA strengthened that contract through work on various issues, including Aboriginal health, creating the new Office for Public Health and responding to Romanow's challenge. In short, the CMA has answered the call. The question now is whether the governments of Canada will step up and demonstrate their commitment to the health of Canadians.

Henry Haddad

Président
Canadian Medical Association
Ottawa, Ont.

Vouloir, c'est pouvoir : une lettre du président de l'AMC

L'an dernier, à l'assemblée annuelle du Conseil général de l'AMC à Québec, Roy Romanow a jeté le gant en affirmant que la profession médicale avait tendance à être sa propre pire ennemie en ne s'exprimant pas d'une voix commune.

Au cours de l'année écoulée, le D^r Peter Barrett, président sortant de l'AMC, et le D^r Arun Garg, président du Conseil de la politique et de l'économie de la santé, ont mené un effort extraordinaire visant à harmoniser les voix de l'AMC, de ses divisions provinciales et territoriales et de ses sociétés affiliées, et ont bâti un consensus sans précédent sur les 30 recommandations formant l'*Ordonnance pour la viabilité* de l'AMC. Notre document prévient les gouvernements que le temps est venu d'agir ensemble pour assurer l'avenir des soins de santé financés par l'État au Canada.

Cet effort doit commencer par un défi très clair de la part de M. Romanow,

qui a été choisi par le premier ministre Jean Chrétien comme le dernier preux chevalier devant tenter d'abattre le dragon des soins de santé, en partie en raison de sa vaste expérience des relations fédérales-provinciales. Toute discussion sur le maintien de l'assurance-maladie au Canada doit commencer là.

L'AMC n'a pas esquivé cette réalité lorsqu'elle a proposé ses 3 piliers de la viabilité : une Charte canadienne de la santé, une Commission canadienne de la santé pour appuyer l'application de la Charte et des réformes législatives afin de moderniser la Loi canadienne sur la santé. Les gouvernements du Canada ne peuvent plus maintenant esquiver leur obligation de s'engager clairement envers les soins de santé et de clarifier ce que les Canadiens peuvent attendre de leur système de santé. Il faut un contrat social renouvelé et transparent entre les gouvernements et les contribuables afin de fixer des objectifs dans le domaine de la santé et d'assurer que l'argent nécessaire pour les atteindre soit là.

M. Romanow publiera son rapport en novembre. On fera des discours et les médias se feront entendre, mais la vraie question sera de savoir si la volonté politique de reformuler le contrat social entre les gouvernements et les contribuables qui les ont élus pour les représenter existe vraiment.

Le contrat entre la profession médicale et nos patients est clair : faire tout notre possible pour protéger leur santé. Pendant mon mandat à la présidence, l'AMC a renforcé ce contrat par son travail dans divers domaines, notamment en intervenant en matière de santé des Autochtones, en créant le nouveau Bureau de la santé publique et en relevant le défi de M. Romanow. Autrement dit, l'AMC a répondu à l'appel. La question est maintenant de savoir si les gouvernements du Canada agiront et démontreront leur engagement envers la santé des Canadiens.

Henry Haddad

Président
Association médicale canadienne
Ottawa (Ont.)